



Swiss Info Letter no. 12 / mai 2004

Table des matières

- [Conseil de l'OCDE au niveau ministériel 2004](#)
- [Vers des systèmes de santé plus performants](#)
- [Agir pour tenir les engagements environnementaux](#)
- [Reprise vigoureuse mais encore mal partagée](#)
- [L'économie des Etats-Unis bénéficierait elle aussi de réformes structurelles](#)
- [Conséquences économiques de la hausse du prix du pétrole](#)
- [L'AEN donne un avis favorable à l'étude de la Nagra](#)
- [Le GAFI renouvelle son mandat pour huit ans](#)
- [Assurance et risques environnementaux](#)
- [Comprendre la croissance économique](#)
- [L'OCDE lance un projet d'éducation financière](#)
- [Votre «abonnement» à Swiss OECD Info](#)

Conseil de l'OCDE au niveau ministériel 2004

Le Conseil ministériel s'est réuni à Paris les 13 et 14 mai sous la présidence efficace du Mexique. La délégation suisse était conduite par le Président de la Confédération Joseph Deiss et par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Jean-Daniel Gerber. Les discussions sur les **échanges** (négociations de Doha), auxquelles ont participé tous les pays clés non membres de l'OCDE, ont fait apparaître une volonté générale de profiter de la dynamique positive du moment pour parvenir à un accord à Genève sur un cadre de négociations d'ici à fin juillet. Cet optimisme sera toutefois soumis les semaines à venir au défi de passer de déclarations politiques à des solutions plus concrètes.

Quant aux **perspectives économiques**, les Ministres ont partagé l'optimisme du Secrétariat qui prévoit une reprise vigoureuse dans la zone OCDE au cours des dix-huit prochains mois ([voir ci dessous](#)). Dans le cadre du débat sur la question du **renforcement de la croissance dans un contexte de mutation démographique**, les Ministres ont reconnu la nécessité de rétablir un meilleur équilibre entre vie active et retraite. Les opinions ont néanmoins été plus partagées quant aux solutions concrètes: la réduction, voire l'élimination des incitations financières à la pré-retraite; la nécessité d'une revalorisation des compétences grâce à la formation tout au long de la vie et un changement culturel au sein des entreprises; le passage, au moins partiel, d'un régime de retraite par répartition à un régime par capitalisation; et une meilleure intégration des immigrants. Dans la plupart des pays, le temps est limité pour procéder aux ajustements politiques nécessaires, mais guère populaires.

La réunion ministérielle a également permis l'aboutissement d'une série de **réformes de l'OCDE** relatives aux défis futurs et la gouvernance. Ces réformes visent à renforcer le rôle de l'OCDE dans l'architecture internationale, à s'ouvrir davantage aux économies émergentes (stratégie d'élargissement et de coopération ciblée), à assurer sa stabilité financière et à augmenter son efficacité, notamment en introduisant la possibilité de renoncer au vote par consensus dans des cas spéciaux de nature administrative ou budgétaire.

Comme les autres pays Membres, la Suisse s'est félicitée de l'accord sur la [révision des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE](#). Ces principes doivent contribuer à assurer la stabilité financière et à affermir la confiance du public dans les entreprises et les marchés des capitaux. Les Ministres ont reconnu que le défi à

présent était la rapide mise en œuvre, ainsi qu'une large dissémination des Principes révisés tant dans les pays Membres de l'OCDE que partout ailleurs.

Les Ministres se sont également déclarés satisfaits des résultats des travaux menés par l'OCDE sur le [développement durable](#) dans le cadre du mandat 2001 et ont entériné la poursuite d'un programme horizontal prioritaire sur le développement durable (réduction des subventions dommageables, renforcement des instruments économiques, découplage et productivité des ressources) appuyé par les Ministres de l'Environnement réunis en avril 2004 à l'OCDE ([voir ci-dessous](#)).

Le [résumé de la présidence](#) est disponible en ligne. ↗

[Vers des systèmes de santé plus performants](#)

Parallèlement à la réunion ministérielle du Conseil, les [Ministres de la santé se sont réunis](#) pour la première fois à l'OCDE les 13 et 14 mai 2004. A cette occasion, ils ont pris note du rapport intitulé [«Vers des systèmes de santé plus performants»](#) qui conclut la première étape du projet sur la santé de l'OCDE. Si la plupart des pays de l'OCDE font face à des problèmes similaires de viabilité financière et d'efficacité de leurs systèmes de santé, leurs différences nationales ne permettent pas l'élaboration d'un modèle «exemplaire» de système de santé. Chaque pays peut néanmoins apprendre des expériences des autres. Pour cela, il est fondamental de mesurer les performances et de partager l'information. Les Ministres ont également reconnu qu'il était possible de faire des économies tout en améliorant les services de santé. En particulier, des progrès peuvent être accomplis en matière de **prévention** et de **qualité des soins**. Parmi les travaux futurs approuvés par les Ministres, il est prévu d'améliorer la collecte de données et d'élaborer des indicateurs de la qualité des soins. La **Suisse**, représentée par le Conseiller fédéral Pascal Couchepin, a annoncé en marge de cette rencontre son intention de mandater l'OCDE et l'OMS pour mener une étude sur le système de santé suisse. Cette étude conjointe pourrait servir de référence pour des réformes futures.

Le [communiqué final](#) est disponible en ligne. ↗

[Agir pour tenir les engagements environnementaux](#)

[Réunis les 20 et 21 avril 2004](#), les Ministres de l'environnement des pays de l'OCDE ont fait le bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la [Stratégie de l'environnement de l'OCDE](#) trois ans après son lancement et donné un nouvel élan aux efforts à réaliser tant dans les pays membres que non membres et dans le cadre de la coopération internationale. Sept pays non membres (Argentine, Brésil, Chine, Israël, Kazakhstan, Russie et Slovaquie) ainsi que des représentants de l'industrie, des syndicats et des ONG de défense de l'environnement ont pris part au dialogue.

Le message principal est que les pays de l'OCDE, en dépit de progrès indéniables (protection de l'eau et de l'air, efficacité énergétique) **n'atteindront pas** les objectifs affichés sans des politiques plus ambitieuses et une volonté politique plus forte (gaz à effet de serre, biodiversité, découplage croissance et pression environnementale, produits chimiques dangereux). Les Ministres ont approuvé la poursuite des travaux sur le développement durable à l'OCDE et ont fixé les **priorités** pour les prochaines années (notamment la réduction des subventions préjudiciables et la poursuite des travaux sur le découplage). Les Ministres ont également abordé, et c'est nouveau, **l'après-Kyoto** (adaptation aux changements climatiques) et soutenu la requête de la Chine pour un examen par l'OCDE de ses performances environnementales en 2005.

La **délégation suisse**, conduite par l'Ambassadeur Beat Nobs, a notamment soutenu l'analyse des coûts (santé, économie, environnement) de l'inaction face aux problèmes

écologiques et des enseignements à tirer des expériences de succès ou d'échecs de partenariat. La Suisse a aussi plaidé pour la préservation des éco-systèmes dans le contexte de la gestion intégrée des ressources en eau et pour une structure internationale de supervision de la politique de l'eau au plan global. Elle a souligné avec d'autres les opportunités économiques et sociales qu'ouvrent les nouvelles technologies propres.

Le [résumé de la présidence](#) est disponible en ligne. ↗

Reprise vigoureuse mais encore mal partagée

La version préliminaire des [Perspectives économiques de l'OCDE N° 75](#) (mai 2004) prévoit une **reprise vigoureuse** dans la zone OCDE au cours des dix-huit prochains mois, mais relève que cette reprise est pour l'instant mal partagée avec des économies asiatiques et américaines très dynamiques alors que l'Europe continentale reste à la traîne. Cette dernière devrait néanmoins redémarrer progressivement sous l'effet d'entraînement de la reprise mondiale. Le Secrétariat de l'OCDE relève **trois principaux risques** attachés à ces prévisions: la hausse actuelle du **prix du pétrole** qui reste cependant encore très limitée si exprimée en monnaie internationale, une **remontée brutale des taux d'intérêt à long terme** en raison des déficits publics excessifs et une éventuelle aggravation du **déficit extérieur des Etats-Unis** qui pourrait conduire à un ajustement désordonné des taux de change. Pour assurer une croissance durable, l'OCDE souligne encore l'importance de procéder aux consolidations budgétaires et aux réformes structurelles nécessaires. La version finale des Perspectives, qui sortira à la fin du mois de mai, comprendra également des chapitres spéciaux sur des questions d'actualité telles que le lien entre les marchés du logement et la résilience des économies, les défis liés à la résorption du déficit courant aux États-Unis, l'impact des cycles de prix d'actifs et des facteurs non récurrents sur l'estimation des soldes budgétaires structurels, ainsi que la convergence des revenus en Europe centrale. ↗

L'économie des Etats-Unis bénéficierait elle aussi de réformes structurelles

[L'étude économique des Etats-Unis 2004](#), publiée en avril dernier, souligne la spectaculaire performance économique des États-Unis. Afin de conforter ces résultats, les autorités devraient néanmoins s'attaquer à un certain nombre de problèmes. L'étude souligne avant tout la nécessité de remédier au déficit budgétaire, qui non corrigé, pourrait conduire à un relèvement des taux d'intérêt et à un ralentissement de la croissance du potentiel économique. Par ailleurs, de nouvelles réformes des systèmes de gouvernement d'entreprise et des pratiques comptables aideraient à soutenir la confiance des investisseurs locaux et étrangers, facilitant d'autant un ajustement du déficit courant, anormalement large à ce stade du cycle de conjoncture. Afin de favoriser l'ajustement structurel de l'économie américaine, l'étude recommande aussi de moins faire appel aux restrictions à l'importation. Le chapitre spécial sur la concurrence relève également que des réformes dans un certain nombre de secteurs comme les droits de propriété intellectuelle, les télécommunications et l'électricité contribueraient à améliorer le bien être. ↗

Conséquences économiques de la hausse du prix du pétrole

[L'Agence internationale de l'énergie](#) (AIE), une agence spécialisée de l'OCDE, a publié une nouvelle [étude](#) qui analyse l'impact d'une hausse du prix du pétrole sur l'économie mondiale. Il conclut qu'une hausse soutenue de US\$10 par baril (par exemple de 25 à 35US\$ par baril, ce qui reflète la réalité actuelle des marchés pétroliers) freinerait la croissance des pays Membres de l'OCDE de 0.4% en moyenne. ↗

L'AEN donne un avis favorable à l'étude de la Nagra

Un groupe international d'experts de [l'Agence pour l'énergie nucléaire](#) (AEN), une agence spécialisée de l'OCDE, a procédé à un [examen technique](#) de l'analyse de sécurité concernant le justificatif (évaluation de faisabilité) de l'évacuation des déchets radioactifs en Weinland zurichois. Cette analyse a été élaborée par la société coopérative suisse pour le stockage géologique des déchets radioactifs (Nagra). Les experts de l'AEN ont conclu que cette étude s'appuie sur des données et des arguments bien pondérés, et qu'elle correspond aux recommandations et aux pratiques actuelles dans le monde. Ils considèrent que les qualités de l'argile à opalinus du Weinland zurichois et la sécurité du système de barrières techniques ont été démontrées de manière scientifique. Les conclusions de la revue d'experts fourniront un support important pour le débat actuel en Suisse sur les lignes directrices du programme national concernant les déchets à haute activité et à vie longue. ↗

Le GAFI renouvelle son mandat pour huit ans

Le [Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux](#) (GAFI) s'est réuni au niveau ministériel le 14 mai 2004 à Paris afin de renouveler son [mandat](#) dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme pour les huit prochaines années. Les représentants des 33 membres du GAFI, dont la Suisse (représentée par l'Ambassadeur Alexander Karrer), ont réaffirmé leur engagement à poursuivre l'élaboration de normes anti-blanchiment de capitaux et anti-financement du terrorisme et de veiller à leur respect au niveau mondial. ↗

Assurance et risques environnementaux

Ce sixième volume de la série «Aspects fondamentaux des assurances» est consacré à une analyse comparative approfondie du rôle des compagnies d'assurance et de réassurance, ainsi que des marchés financiers et des gouvernements, dans la gestion des [risques environnementaux](#), notamment des risques de pollution environnementale et de catastrophes naturelles. Le premier chapitre introduit la problématique générale de l'assurabilité des risques environnementaux, le second traite des risques induits par la responsabilité de la pollution environnementale et le troisième est dédié à la gestion des risques de catastrophes naturelles (ouragans, inondations et tremblements de terre). ↗

Comprendre la croissance économique

Ouvrage destiné à un large public, [Comprendre la croissance économique](#) est le fruit du grand projet de l'OCDE sur la croissance. Etayée par de très nombreux tableaux et graphiques, cette publication identifie les facteurs fondamentaux de la croissance et analyse la véritable contribution des technologies de l'information à la croissance. ↗

L'OCDE lance un projet d'éducation financière

Les particuliers étant de plus en plus appelés à prendre eux-mêmes des décisions appropriées en matière d'épargne, d'investissements et de systèmes de retraite, il est important qu'ils disposent de la formation et de la culture financières nécessaires à cet effet. Forts de ce constat, les pays membres de l'OCDE ont lancé [un projet d'éducation financière](#) visant à étudier les programmes d'éducation financière proposés dans leurs pays et à en analyser l'efficacité. L'OCDE en tirera les enseignements en vue d'élaborer un manuel pouvant aider les pouvoirs publics à choisir les stratégies les plus efficaces d'amélioration de la culture financière élémentaire du consommateur. ↗

Votre «abonnement» à Swiss OECD Info

Vous voici informés des dernières nouvelles de l'OCDE par notre service **Swiss OECD Info**. Vous avez, en tout temps, la possibilité de vous abonner ou de faire rayer votre nom sur notre liste de distribution par E-mail à OECD.SwissInfo@pao.rep.admin.ch. *Swiss OECD Info* est également disponible en format PDF sur le **site web** de la [Délégation suisse près l'OCDE](#). ↗